

Démocratie & Spiritualité

4-6, Place de Valois
75001 – PARIS

Permanence lundi après-midi

Tél/Fax : 01 42 96 18 60

e.mail : info@democratie-spiritualite.org ; gilles.guillaud@9online.fr; jc.deveze@free.fr

www.democratie-spiritualite.org

Lettre n°64 du 14 janvier 2008

L'Agenda (réunions au 4-6 place de Valois)

- **Lundi 21 janvier à 17H45: groupe préparatoire à l'université d'été**
- **Lundi 21 janvier à 19H: méditation conviviale (nouvelle formule)**
- **Vendredi 8 février Groupe Citoyenneté, Diversité, Laïcité :**
 - **à 15h30: comment travailler ensemble à l'échelle d'un territoire?** (à partir d'une expérience à Grenoble)
 - **à 19 h : quel développement d'initiatives citoyennes à partir d'une logique communautaire ?** (à partir de l'expérience de la maison de l'artisanat au Val Fourré)
- **Samedi 9 février à 9H30: assemblée générale de DS**
- **Mardi 12 février à 19H: groupe « démocratie, valeur spirituelle**
- **Mardi 11 mars à 19H: groupe « démocratie, valeur spirituelle**

Activités de l'association

Points abordés au CA du 15 décembre

Le CA a été en grande partie consacré à préparer l'AG du 9 février 2008 (**voir envoi joint**).
Les autres points abordés ont été les suivants:

1. Poursuite du dossier Pacte Civique

Les échanges ont permis d'enrichir la recherche et d'ouvrir des pistes pour un approfondissement de ce sujet. Parmi elles, on peut signaler :

- Le terme Pacte est-il le meilleur (promesse, manifeste, déclaration)?
- Un pacte entre qui et qui ?

- L'utilité d'un débat sur la notion de reconnaissance : repose-t-elle sur l'estime, la confiance, le lien social, la conflictualité sociale ?
- Dans le « bouleversement actuel », le « problème des limites de l'individualisme pousse à un besoin pathologique de reconnaissance ». Ce phénomène est sans doute culturel avant d'être spirituel.
- Il ne faut pas perdre l'approche spirituelle spécifique de DS.
- Le dialogue entre sciences sociales, spiritualités et culture est à approfondir.

2. Groupe Citoyenneté, Laïcité, Diversité

Gilles GUILLAUD présente le schéma provisoire qu'il a rédigé après la réunion très riche du samedi 8 décembre 2007. Il rappelle notamment que le groupe se bat sur deux fronts, communautaire et citoyen, que l'organisation de la mixité suppose la définition de règles de comportement à définir et que l'implication des participants pourrait associer les trois types d'engagement prévus dans le pacte (personnel, collectif, institutionnel).

3. Informations diverses

Jean Baptiste de FOUCAULD donne quelques précisions sur l'ouverture de l'Institut du sens politique par l'Institut catholique de Paris ; elle est prévue en septembre 2009. Les thèmes, très ouverts, sont proches des préoccupations de Démocratie et spiritualité.

4. Préparation de l'université d'été

Les propositions ci-après n'ont pu être approfondies faute de temps.

Quelques propositions pour l'université d'été (centrage sur la spiritualité)

Martine Bergheaud

C'est souvent un événement, une rencontre, qui déclenchent ou confirment le fait que l'on vit quelque chose « qui dépasse notre être » tout en y étant profondément inscrit. Selon les cultures, il s'agira d'extase, d'expérience numineuse... Ces moments font toucher en nous quelque chose de notre part de sacré .

Lorsqu'un autre ex/pose ou confie « quelque chose » de sa profondeur, de son intime, qui l'a orienté ou confirmé dans un chemin spirituel, cela lui permet de revisiter son expérience/événement, d'explorer à nouveau ce qui « l'agit », et aux écoutants, de laisser résonner en eux cette parole, voir de se laisser transformer. Notre parole, notre écoute sont « traversées » par l'autre.

Se recentrer sur la parole de l'autre, l'accueillir sans jugement, est une démarche qui en elle même relève déjà de la spiritualité.

Certes, on ne peut parler d'éthique du débat. Les enjeux sont autres. Peut être s'agit il d'une éthique de la Parole, de l'Ecoute, telle que la définit Maurice Bellet (dans son ouvrage «L'écoute»). Les échanges n'ont certes pas comme visée première une progression du débat.... Il n'y a d' ailleurs pas de débat. Il s'agit d'écouter l'autre parce que l'autre « est » un autre.. Dans les deux cas, éthique du débat, éthique de la parole, il y a bien co/construction , mais sur des plans différents. C'est l' objet qui change. Dans ce que nous pourrions « vivre ensemble » à l'université d'été, c'est le « JE » dans son chemin d'Humanité qui se construit avec les autres « je ». La spiritualité n'y est pas abordée de manière conceptuelle. C'est une autre approche qui fait appel à d'autres parts de nous mêmes.

C'est donc ce partage, autour de nos expériences de vie, que nous pourrions « expérimenter ». (Il ne s'agit pas de récits de vie).

Autre piste : le témoignage . Qui n'a pas été bouleversé, « saisi », « déplacé » dans ses profondeurs par un témoignage (entendu ou lu) d'un autre, « vivant » ou pas. Personnellement, je pense à des témoignages comme ceux de L. Basset, d'Etty Hillesum, et bien d'autres... Ils portent en eux une part d'universel et sont suffisamment « puissants » pour transformer quelque chose en nous, nous interpeller dans notre histoire personnelle, nous faire cheminer vers des réponses à nos propres problématiques encore non résolues, bref, nous « faire avancer » .

Nous pourrions revenir au cours de l'université d'été sur des témoignages/livres, non pas seulement en les commentant, en faisant fonctionner notre mental, mais aussi notre intelligence de cœur : qu'est ce qui a été « bousculé », « réorienté » « relié » à l'écoute de tel témoignage ? Comment cela se manifeste-t-il ? (voir la démarche d'ATD quart monde).

Enfin, troisième piste, nous pourrions élucider le rapport religion /spiritualité. Peut être cela nous aiderait- il à dépasser l'idée d'un prétendu « syncrétisme » attribué parfois à DS à ceux qui n'ancrent pas leurs « fondations spirituelles » dans une tradition religieuse (c'est mon propre ressenti qui n'engage que moi). L'étude d'auteurs (je pense par exemple à H. Corbin, dans son livre « l'imagination créatrice dans le soufisme d'Ibn Arabi) pourrait nous aider à revisiter nos représentations du rapport religieux /spirituel, nous faire envisager d'autres conceptions où les « ésotéristes » pourraient se retrouver dans « le même temple de lumière » (expressions de Corbin).

Ce travail s'inscrirait dans une dimension psycho/spirituelle. Ces propositions auraient à s'articuler, avec les travaux du groupe « valeurs spirituelles ». Pour avoir participé à ce groupe, je pense pouvoir dire que les approches sont différentes, et qu'elles gagneraient à mieux se « reconnaître ».

Si l'université d'été était davantage centrée sur le thème de la spiritualité, il serait nécessaire de constituer un groupe de travail assez rapidement incluant des personnes de « démocratie, valeur spirituelle », des personnes intéressées pas la thématique (le groupe de Grenoble ?), des personnes de Vie nouvelle...de retravailler à partir de démarches telles que « des racines et des ailes ».

Ces germes de propositions seront approfondis, débattus, le lundi 21 janvier à 17H45 lors d'une réunion consacrée à la préparation de l'Université d'été 2008.

Articles, notes de lecture, libres paroles

Le Grenelle de l'insertion : quoi de neuf ?

P Boulte

Un Grenelle de l'insertion a été lancé sur le modèle du Grenelle de l'environnement. Pour ce dernier, étant peu familier des questions d'environnement, je ne suis pas en mesure d'apprécier à sa juste valeur, sa contribution à la prise de conscience du problème, à l'élaboration de propositions, à la responsabilité et à l'implication des citoyens. Mais, si je me fie aux premières étapes du Grenelle de l'insertion, il m'apparaît que le modèle de débat

instauré est bon et qu'il est susceptible d'apporter une véritable valeur ajoutée à nos pratiques de conduite du changement, si tant est que nous ayons le courage et les moyens de dérouler le processus jusqu'à son terme.

Au stade où nous en sommes, je vois, dores et déjà, plusieurs résultats :

-le Grenelle place l'insertion à un niveau élevé des priorités politiques et, à une opinion publique encore largement encline à ne voir dans les situations d'exclusion que les conséquences de l'irresponsabilité personnelle des personnes concernées, il donne un premier signal sur l'existence d'une responsabilité collective en ce domaine. Il faudra néanmoins encore beaucoup d'efforts pour faire reconnaître, par chacun, la part qu'il doit prendre à l'insertion sociale de ses semblables et le changement de ceux de ses comportements qui contribuent à l'exclusion.

-il met en relation les acteurs nationaux et les acteurs locaux, sans hiérarchie entre ces niveaux, comme il met en relation des acteurs de la décision politique, des acteurs administratifs et des acteurs de la société civile (partenaires sociaux, acteurs et entrepreneurs d'insertion). Une telle coordination, dans un pays qui a exagérément multiplié les strates administratives, est particulièrement nécessaire dans un domaine où les compétences ont été décentralisées et sont éclatées entre de multiples instances.

-il rend les lieux de débat accessibles au plus grand nombre. C'est ce qui différencie le Grenelle de l'insertion des travaux de l'instance d'évaluation de l'insertion par l'activité économique, réunie dans la fin des années quatre-vingt-dix, instance qui réunissait déjà une grande diversité d'acteurs, mais qui n'était pas publique et qui a pu être abattue en plein vol sans que personne ne s'en émeuve.

Il est possible de rêver. Peut-être sommes-nous en train d'assister à une transformation des modalités françaises d'élaboration des politiques publiques, avec moins d'évitement réciproque des acteurs civils, administratifs et politiques, plus d'humilité devant les faits, moins de complaisance dans les positions purement idéologiques, plus de confiance dans ceux qui réalisent ? Ces derniers, si souvent ballottés par les hasards de la décision publique, si souvent évalués en fonction de critères abstraits, semblent séduits par une démarche qui leur redonne un peu de confiance.

Quant aux membres de D&S, ils ne peuvent qu'être très attentifs à la façon dont cette démarche va se dérouler, afin d'y puiser tous les enseignements possibles sur le renouvellement de nos fonctionnements démocratiques.

Témoignage d'un chômeur de l'association « Entr'actifs » au Grenelle de l'insertion

Permettez-moi de me présenter brièvement. Je me nomme Claude Camandone. Il y a une dizaine d'années, j'étais cadre supérieur. Cependant, suite à un conflit avec la direction de mon entreprise, j'ai perdu mon emploi et suis devenu allocataire du RMI, RMI dont je ne bénéficie plus depuis un an, étant arrivé à l'âge de la retraite.

Aujourd'hui, c'est en tant que membre de l'association « Entr'actifs » que je m'adresse à vous. Cette association a été créée il y a un peu plus d'un an par des RMistes dont je faisais partie, et par des formateurs professionnels bénévoles. Aussi, je voudrais remercier Martin Hirsch d'avoir offert l'opportunité à la toute jeune association que nous constituons, mes camarades et moi, d'intervenir dans cet atelier et de faire part de notre point de vue sur la question posée.

Désirant nous montrer dignes de cette invitation, nous avons pris au sérieux l'exercice qui nous était proposé, et durant les deux jours dont nous disposions, les membres de l'association se sont réunis pour réfléchir ensemble à l'élaboration de ce texte dont je ne suis que la voix. « Accompagnement : comment éviter la frustration ? » Telle était la question. Autant vous le dire tout de suite, nous n'avons pas élaboré une série de propositions, nous n'avons pas recherché à vous proposer des solutions clés en main. Et pour cause ! Aussi bizarre que ça puisse paraître, nous ne nous sommes pas reconnus dans les termes de la question. Pour être plus précis, le terme de « frustration » n'évoquait rien aux membres RMistes de l'association. Ça ne leur parlait pas. Ils n'y ont pas reconnu leur vécu, leur ressenti. Ce n'était pas le terme approprié.

Les mots qui nous sont d'emblée venus aux lèvres, ce sont des mots comme « souffrance », « désarroi », « déchéance », ou encore « colère », pour ceux qui en sont encore capables, pour ceux qui ont encore assez d'énergie et de force en eux pour éprouver un sentiment de colère. Pour l'anecdote : Joël, membre RMiste d'Entr'actifs depuis à peu près un mois, ne se reconnaissait tellement pas dans ce terme de « frustration » qu'il est allé en chercher la définition dans le dictionnaire, et qu'il l'a envoyée par SMS à Elisabeth, une ancienne formatrice professionnelle, qui est la présidente de notre association. Selon le LAROUSSE, la frustration, c'est un « état de tension psychologique engendré par un obstacle venant s'interposer entre un sujet et un but valorisé positivement par lui ».

Grâce à cette définition, nous avons pu comprendre, non seulement pourquoi les membres RMistes d'Entr'actifs ne se reconnaissaient pas dans ce mot, mais aussi pourquoi, à l'inverse, pour les formateurs professionnels bénévoles membres de l'association, ce terme de « frustration » traduisait si bien leur état d'esprit.

Dans le cadre de leur travail, les formateurs professionnels ont pour mission, pour « but », si on reprend le terme de la définition, de mettre ou de re-mettre à l'emploi les allocataires qu'ils accompagnent. Cependant, entre ces formateurs et ce but qu'ils valorisent, ce but que les institutions auxquelles ils appartiennent valorisent, il y a un obstacle qui vient s'interposer, un obstacle de taille. Et cet obstacle, c'est la réalité quotidienne de la vie d'individus pour lesquels la mise à l'emploi n'a même plus de sens. Aussi, vous comprendrez bien qu'un terme comme « frustration » ne peut faire sens que pour ces formateurs professionnels qui se rendent bien compte de l'absurdité qu'il peut y avoir par exemple à parler de mise à l'emploi à quelqu'un qui dort dans sa voiture ou qui vit dans un garage.

L'idée, au final, est toute simple. Comment pourrait-on être frustré en n'atteignant pas quelque chose qui ne fait très vite même plus sens dans nos vies ? Lorsque règne le désarroi, il n'y a plus ni désir, ni envie, ni projet, ni but, et donc pas de frustration. L'emploi ne peut être un but puisque nous sommes tout simplement devenus incapables d'avoir un but. Relégués à tous points de vue aux marges d'une société où les individus ne sont que par ce qu'ils possèdent, c'est l'indignité et la honte qui nous hantent. Petit à petit, nous nous retrouvons déçus de notre citoyenneté, et nous nous retrouvons dans l'incapacité de redevenir des individus autonomes.

Pris dans l'écheveau des démarches administratives auxquelles nous devons nous soumettre, nous ne sommes même plus maîtres de notre temps. Propulsé dans le parcours de l'insertion qui ne tarde pas à se transformer en labyrinthe, notre personnalité et notre individualité sont mises à mal par cette suite sans fin de rendez-vous administratifs, dans lesquels nous ne sommes plus définis que par la distance qui nous sépare de ce but qui n'est déjà plus le nôtre depuis longtemps, à savoir : l'emploi.

Il n'est pas question de bannir de manière définitive le retour à l'emploi de nos perspectives, il est juste question d'inventer les conditions qui pourraient nous permettre d'avoir de nouveau des perspectives, quelles qu'elles soient, aussi modestes soient-elles.

A ce propos, j'aimerais terminer cette intervention par une autre anecdote. A la fin de notre réunion de travail, Joël, toujours lui, nous remet un petit texte qu'il avait rédigé durant notre discussion, un petit texte que j'aimerais vous lire :

*Après la pluie, le beau temps
Après l'hiver, le printemps
Le vide affectif est l'ultime étape de la déchéance.
Un bourgeon d'espérance est né dans la création d'Entr'actifs
où nous nous retrouvons entre fracassés de la vie,
pour développer une idée de solidarité et d'amour.
Nous espérons donner ainsi une nouvelle dimension plus spirituelle que matérielle
à notre existence.*

Pensées incorrectes

Bernard Templier

M'étant réveillé ce matin d'humeur vindicative, il m'est venu à l'esprit une série de pensées « incorrectes », je ne sais si c'est politiquement ou spirituellement !

Cela a pris naissance suite à l'avalanche de textes et déclarations, évoquant, déplorant, disputant l'angoisse du *pouvoir d'achat* (d'après les chiffres officiels INSEE, il n'a effectivement augmenté que de 25 % depuis 10 ans). Nombreuses sont les interventions sur le pouvoir d'achat, qui ne font pas la distinction entre l'objectif et le subjectif

Vient ensuite l'analyse des causes : notre Société n'est pas juste, les richesses doivent être mieux réparties. De quelles richesses s'agit-il ? Là, le discours se limite aux revenus monétaires, certains se risquant sur le terrain de « l'égalité des chances ».

Qu'importe la nature des richesses, l'essentiel étant qu'elles soient égales pour tous.

Apparaît le discours des politiques : il suffit d'augmenter les revenus et de baisser les taxes (qui a osé parler un jour de déficit et de consommation supérieure à la production). Qui va payer ? – L'Etat – sous entendu « les autres ».

Ma fréquentation quotidienne de l'Evangile ne m'a pas encore fait rencontrer cette phrase « Allez, distribuez aux pauvres le bien des autres ».

L'Etat, c'est la personnification de la Nation : union de personnes, c'est donc un problème à traiter en commun, y compris par ceux qui reçoivent (à creuser).

Entre personnes d'une même nation, il y a donc un Pacte: Droits et Devoirs associés.

Et ceux qui refusent les Devoirs ?

Au delà du Pacte, il y a le Don qui n'est pas un devoir ni un droit (à débattre).

Parmi les biens attendus, relevons les déclarations de Martin Hirsch comme quoi 66% des bénéficiaires du RMI souhaitent retrouver un emploi avec toutes les valeurs attachées à cette insertion sociale.

Il faut non seulement s'en réjouir mais nous devrions déclarer grande cause nationale le projet de redonner un emploi à ces demandeurs et y consacrer autant d'intelligence et de détermination que nous en avons eu pour le programme *Ariane*.

Mais mon humeur sarcastique note aussi que 66% de pour, donne 34% de Rmistes non désireux de retravailler.

Nous sommes en face d'une véritable pathologie sociale. Cela devrait se soigner comme une maladie. Les remèdes employés par des associations comme SNC et SNL sont des thérapies particulièrement onéreuses en dévouement, temps et argent. Il serait peut être plus efficace d'envisager une panoplie de soins préventifs (à creuser)

Autre volet – le logement

Oui, il manque 600 000 logements sociaux en France et ce ne sont pas les palinodies judiciaires du Droit au Logement Opposable qui vont les faire sortir de terre miraculeusement. Le problème est ardu, demande le concours de très nombreux acteurs et ne peut se résumer à un recours contre « l'Etat ».

En particulier nous manquons de main d'œuvre dans le bâtiment. Pourquoi ne pas inscrire dans le cursus de nos innombrables étudiants en Sciences Sociales un stage pratique de 1 à 2 ans dans la construction de logements sociaux ?

Il est quand même paradoxal d'importer des émigrés pour construire les logements des chômeurs: il faudra en plus loger les émigrés!

Je sens que je deviens corrosif; c'est promis, la prochaine fois, je serai suave.

Texte présenté par Marie José Jauze à la méditation conviviale du 17 décembre

Extrait de LA PAROLE DU MONDE de Geneviève Calame-Griaule

Chez les Dogons du Mali, la parole est une production du corps : elle est fabriquée par le corps et par la personne toute entière, et elle est avec l'enfant l'une des plus hautes « productions » de l'humanité . Donc, la parole se fabrique dans le corps.

Cela commence par un processus intellectuel qui se déroule dans le cerveau, la pensée, l'idée première de la parole . Mais la parole proprement dite « se forge » d'abord dans les viscères.

Quatre éléments entrent dans la composition de la parole . ce sont les quatre éléments constitutifs de l'univers, une conception que l'on retrouve dans le monde entier : terre, eau, air, feu. Ils sont la matière première de notre corps comme de tout ce qui existe dans la création. Ils sont répartis dans les organes où la parole va les puiser. De la même manière que l'on dose les ingrédients en cuisine, la parole est fabriquée avec plus ou moins de ces éléments, comme un plat qui comporte plus ou moins de sel ou de piment. Leur dosage influe sur la nature de la parole et sur son effet sur l'auditeur.

D'autres ingrédients, outre ces éléments de base, entrent dans la composition de la parole.

L'un des plus importants est ce que les Dogons appellent l'« huile du sang ». Il y a une partie lipidique dans le sang et selon eux, cette substance se mêle à la parole et lui confère son charme, sa beauté, son caractère agréable. La bile donne de l'amertume mais est purificatrice. Il peut y avoir du sel, le sel de la parole, avec la même signification que chez nous. Quant au miel, au sucre, ils donnent une parole douce et très agréable, mais dont il faut se méfier, parce qu'en vous flattant elle vous endort....

Au niveau des viscères, où se fait le mélange, intervient une véritable forge. L'élément eau est essentiel à la parole parce qu'il lui donne la vie. Contenue dans le foie, comme dans une poterie posée sur le feu, l'eau de la parole est chauffée par le cœur qui est le foyer de la forge.

Entrant en ébullition, elle devient de la vapeur d'eau qui va être propulsée par les poumons, soufflet de la forge, et monter vers le larynx et les organes de la phonation. Puis cette vapeur d'eau, contenant en substance et en puissance tout le discours, se sonorise.

Dans la bouche entre en jeu le tissage. Notre bouche en effet est un métier à tisser. La langue est la navette qui va et vient. Les dents sont le peigne, la poulie la luette... Comme une bande de coton, la parole va dans le monde ...

Elle arrive ainsi chez l'auditeur. Car pour qu'il y ait parole, il faut un auditeur, il faut qu'il y ait dialogue. Elle entre dans l'oreille, redevenir liquide, se répandre dans le corps et provoquer des effets divers. Une parole qui contient trop de feu est une parole brûlante, une parole de colère, de dispute, donc l'auditeur va répondre agressivement. Une parole qui contient trop d'air flotte, inconsistante. Les propos sont sans importance... Le feu, même s'il n'en faut pas trop, reste essentiel, car une parole froide ne convainc pas...

Le dialogue essentiel pour la vie de la société, c'est celui de l'homme et de la femme. Son importance est primordiale car d'elle va dépendre la fécondité, la survie du groupe... Il faut que leur entente soit bonne... Les bonnes paroles contiennent de l'huile et de l'eau qui empêchent les disputes et les conflits, qui eux sont cause de stérilité .

La bonne parole qui contient de l'eau et de l'huile est fécondante, non seulement pour le couple, pour la société, l'humanité, mais elle agit aussi sur le cosmos : elle agit sur les plantes, sur les animaux , sur toute la fertilité du monde.

Débat en cours sur la laïcité

Discours de Nicolas Sarkozy au Palais du Latran (extraits proposés par JC Sommaire)

La France a beaucoup changé. Les Français ont des convictions plus diverses qu'autrefois. Dès lors la laïcité s'affirme comme une nécessité et une chance. Elle est devenue une condition de la paix civile.

Cela étant, la laïcité ne saurait être la négation du passé. Elle n'a pas le pouvoir de couper la France de ses racines chrétiennes. Elle a tenté de le faire. Elle n'aurait pas dû.

C'est pourquoi nous devons tenir ensemble les deux bouts de la chaîne : assumer les racines chrétiennes de la France, et même les valoriser, tout en défendant la laïcité enfin parvenue à maturité. Voilà le sens de la démarche que j'ai voulu accomplir ce soir à Saint-Jean de Latran.

Le temps est désormais venu que, dans un même esprit, les religions, en particulier la religion catholique qui est notre religion majoritaire, et toutes les forces vives de la nation regardent ensemble les enjeux de l'avenir et non plus seulement les blessures du passé.

Ma conviction profonde, dont j'ai fait part notamment dans ce livre d'entretiens que j'ai publié sur la République, les religions et l'espérance, c'est que la frontière entre la foi et la non croyance n'est pas et ne sera jamais entre ceux qui croient et ceux qui ne croient pas, parce qu'elle traverse en vérité chacun de nous. Même celui qui affirme ne pas croire ne peut soutenir en même temps qu'il ne s'interroge pas sur l'essentiel. Le fait spirituel, c'est la tendance naturelle de tous les hommes à rechercher une transcendance. Le fait religieux, c'est la réponse des religions à cette aspiration fondamentale.

Or, longtemps la République laïque a sous-estimé l'importance de l'aspiration spirituelle. Même après le rétablissement des relations diplomatiques entre la France et le Saint-siège, elle s'est montrée plus méfiante que bienveillante à l'égard des cultes.

Je pense que cette situation est dommageable pour notre pays. Bien sûr, ceux qui ne croient pas doivent être protégés de toute forme d'intolérance et de prosélytisme. Mais un homme qui croit, c'est un homme qui espère. Et l'intérêt de la République, c'est qu'il y ait beaucoup d'hommes et de femmes qui espèrent. La désaffection progressive des paroisses rurales, le désert spirituel des banlieues, la disparition des patronages, la pénurie de prêtres, n'ont pas rendu les Français plus heureux. C'est une évidence.

Dans la République laïque, l'homme politique que je suis n'a pas à décider en fonction de considérations religieuses. Mais il importe que sa réflexion et sa conscience soient éclairées notamment par des avis qui font référence à des normes et à des convictions libres des contingences immédiates. Toutes les intelligences, toutes les spiritualités qui existent dans notre pays doivent y prendre part. Nous serons plus sages si nous conjuguons la richesse de nos différentes traditions.

C'est pourquoi **j'appelle de mes vœux l'avènement d'une laïcité positive, c'est-à-dire une laïcité qui, tout en veillant à la liberté de penser, à celle de croire et de ne pas croire, ne considère pas que les religions sont un danger, mais plutôt un atout.** Il ne s'agit pas de modifier les grands équilibres de la loi de 1905. Les Français ne le souhaitent pas et les religions ne le demandent pas. Il s'agit en revanche de rechercher le dialogue avec les grandes religions de France et d'avoir pour principe de faciliter la vie quotidienne des grands courants spirituels plutôt que de chercher à la leur compliquer.

Laïcité ouverte, positive, qu'est-ce à dire ? Pour une reconnaissance mutuelle

Jean-Baptiste de Foucauld

Laïcité ouverte, laïcité positive, on risque de tomber dans le slogan, sûrement utile. Mais quel contenu lui donner ? Une ouverture dans les deux sens.

- Les religions, les spiritualités, qui sont, dans l'ensemble, les plus demandeuses, doivent le faire avec humilité et modestie, et faire les premiers les gestes d'ouverture, à savoir :
 - reconnaître le risque d'autoritarisme, de violence, de dureté inhérent à toute figuration de l'absolu, et donc reconnaître le besoin d'un contrepoids démocratique et laïque, en quelque sorte pour se protéger d'elles-mêmes ;
 - donner elles-mêmes des gages de démocratie en reconnaissant la légitimité des régimes et des lois démocratiques et en incitant leurs adeptes à contribuer à la vie démocratique;
 - arrêter de s'appropriier historiquement les conquêtes démocratiques, particulièrement dans le cas de la religion catholique qui s'y est longtemps opposé, et donc reconnaître l'apport autonome des lumières (même si cet apport ne contredit pas l'Évangile en tant que tel, bien au contraire, à certaines conditions).Faute de ces attitudes, il y a risque d'une manipulation politique intéressée des religions et spiritualités identitaires avec tous les risques que cela comporte.
- Dès lors, ces premiers pas étant faits, les religions et spiritualités pourraient faire mieux valoir leur rapport à la vie en société et à la qualité de la vie démocratique.

Les religions peuvent en effet apporter aux démocraties des ressources qui leur manquent plus aujourd'hui qu'hier, et dont elles sont en quelque sorte des spécialistes. On peut citer :

- l'aide à la constitution de l'identité symbolique des personnes ;

- l'incitation à accueillir, à rencontrer et à reconnaître l'Autre dans son altérité même (l'immigré, l'autre culture, l'autre génération...)
 - la valorisation d'un lien social n'obéissant pas au seul principe d'utilité et de rentabilité ;
 - le souci des plus pauvres, des peu efficaces, des personnes en situation d'exclusion, des minorités ;
 - la capacité à la modération des désirs, là où le système économique les active sans cesse, au-delà même des possibilités de les satisfaire, ce qui engendre un sentiment de frustration permanente ;
 - le sens du temps et du long terme, là où prime l'instant présent ;
 - une forme particulière de respect de la nature ;
 - une vision holiste de la vie, où le Nous précède le Je, où il y a une dette à assumer et donc des devoirs pour rendre au moins autant qu'il a été reçu .
- Dans ce nouveau contexte, comment faire évoluer le mode de fonctionnement de notre laïcité, quels compromis ou arrangements raisonnables demander à ses tenants traditionnels qu'ils puissent accepter ?

Quatre domaines pourraient être concernés :

- l'enseignement du fait religieux à l'école: le principe est posé depuis le rapport Debray ; reste à l'appliquer sérieusement. On en est loin ;
 - la reconnaissance de l'étude des religions et spiritualités, des sciences religieuses en un mot, comme une discipline académique et universitaire à part entière, à l'image de ce qui se fait à l'Ecole pratique des hautes études alors qu'actuellement les personnes intéressées par les sujets sont contraintes de se déguiser en sociologue, historiens, psychologues etc ;
 - la possibilité pour les collectivités locales de subventionner les édifices de culte, pour que les tenants des grandes religions puissent pratiquer de manière décente, dans les limites à définir (par exemple, principe de parité d'aide vis-à-vis des religions disposant d'édifices antérieurs à 1905 dont l'entretien est assuré par l'Etat) ;
 - la recherche d'accommodements raisonnables, au cas par cas, pour la conciliation entre neutralité de l'espace public et respect des prescriptions religieuses, plutôt que d'ouvrir les débats symboliques difficiles à gérer (autour des fêtes religieuses par exemple)
- Quelles méthodes, quelles procédures pour mettre en place ce nouveau compromis ?

Il y a peu d'espoir que l'initiative vienne du monde laïque, qui est plutôt sur la défensive. En revanche, une initiative interconfessionnelle, comportant une déclaration (point 1 ci-dessus), un engagement de service (point 2) et un ensemble de demandes (point 3) pourraient avoir plus de sens et de portée. Cela pourrait faire partie du « pacte civique » (pourquoi pas un pacte laïque, et spirituel d'ailleurs ?)

Informations diverses

- Troisième conférence du cycle des « Lundis de l'économie », organisée par l' Association des Journalistes Economiques et Financiers, le lundi 14 janvier à 20h 15, avec Alain Caillé, professeur de sociologie à l'université Paris X-Nanterre. Titre: **«L'insoutenable prétention de l'économie : critique de l'utilitarisme, réhabilitation du don»** . Discutant : Jean-Baptiste de Foucauld. Accès libre. Sorbonne, amphithéâtre Richelieu . Entrée : 17, rue de la Sorbonne à Paris. Contact : a.vernholes@noos.fr
- Prochaines rencontres des 2èmes vendredis du mois proposés par Réseaux Espérance se tiendra à l'Espace Quartier Latin, 37 rue Tournefort 75005 Paris (métro Monge) : le 8 février avec Gérard

Donnadieu, auteur du livre “Les religions au risque des sciences humaines” (éd. Parole et Silence, 2007) et le 14 mars avec Yvan Gradis, acteur majeur de la résistance à l’agression publicitaire.

- Représentation par le théâtre de l'Arc en ciel de **Etty Hillesum** du 31 janvier au 3 février au théâtre des Deux Portes à Paris (tel: 01 42 02 32 82) <http://www.theatrearcenciel.com/>